

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 12 décembre 2012

Rapport annuel sur l'état de la France en 2012

Déclaration du groupe des associations

Accroissement de la dette, affaissement de l'industrie, montée du chômage, détérioration du commerce extérieur : le rapport pointe les faiblesses de l'économie de la France qui coïncident avec une dégradation des rapports humains. Le rapport met en évidence les fortes inégalités scolaires qui conduisent les plus défavorisés à l'échec et au chômage. Si l'avis préconise, à juste titre, de remédier aux faiblesses de notre système éducatif, la formation professionnelle ne peut être réduite à un palliatif à l'illettrisme, à l'échec scolaire ou au chômage des diplômés. L'avis sur la compétitivité du CESE avait insisté sur la formation initiale et il aurait été opportun de souligner le rôle des associations autour de l'école.

On parle beaucoup d'un monde en crise et de temps de crise, il est préférable d'utiliser la notion d'Edgar Morin, d'un monde qui se métamorphose. Notre système de production et de consommation doit être profondément modifié, compte tenu des nouvelles exigences économiques, sociales et environnementales. Comme toute mutation profonde, notre génération doit gérer les transitions entre le monde d'aujourd'hui et celui de demain. Or, cette mutation occasionne de grandes souffrances, surtout parmi les populations les plus fragiles. Dans l'une des préconisations de l'avis, le rapporteur nous invite à conforter le « vivre ensemble » et à retrouver également le sens du collectif. Comment traiter les questions de pauvreté, de chômage, de précarité et, simultanément, mettre en place un système économique profondément transformé afin de protéger notre planète ? Comment concilier l'individualisme, fruit d'une valeur, la liberté individuelle, avec d'autres valeurs collectives, tout aussi nobles, l'amour, la sécurité, l'amitié, l'égalité, la fidélité, en un mot la fraternité, fondement d'une citoyenneté active ? Cette période de transition nous oblige à sortir de nous-mêmes pour imaginer les nouvelles solidarités qui permettront de nouvelles règles de justice sociale.

Malheureusement, le rapport hésite souvent entre des approches difficilement conciliables. La difficulté à construire un constat partagé aboutit à des propositions trop minces ne permettant pas d'offrir une nouvelle perspective pour notre pays. Par exemple, le rapport pointe l'augmentation du taux de pauvreté, mais aucune préconisation ne tente de changer la donne, omettant à nouveau le rôle joué par les associations sur ce sujet. D'une manière générale, l'utilité sociale du monde associatif n'est pas prise en compte, elle est un indicateur du bien-être justement parce qu'elle est un élément constitutif de ce bien-être par le bien-vivre ensemble.

Enfin, le groupe des associations approuve les propositions concernant l'approfondissement de l'Union européenne au niveau de la gouvernance, de l'harmonisation fiscale, du budget et de la stratégie industrielle ; mais il y a d'autres manières d'entreprendre et il aurait aimé y trouver une place pour l'économie sociale et solidaire.

Le groupe des associations souligne l'ampleur de la tâche effectuée. Compte-tenu de ses réticences, il aura un vote partagé entre avis favorables et abstentions.